ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 novembre 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut et aux fonctions des assistants de probation", a donné le 15 décembre 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e november 1964 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de status en het ambt van de probatieassistenten", heeft de 15e december 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet exécute l'article 9, alinéa 1er, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation. Aux termes de cette disposition "Les inculpés et les condamnés auxquels une mesure probatoire a été imposée en vertu des articles 3 et 8 sont guidés par des assistants de probation dont les fonctions et le statut sont déterminés par le Roi".

Les cinq premiers articles du projet sont consacrés au statut des assistants de probation. Suivant l'article 1er, ils "sont soumis au statut des agents de l'Etat". L'article 2 les assimile aux assistants sociaux de l'Administration des établissements pénitentiaires. L'article 3 énonce les conditions requises pour l'admission au concours de recrutement. L'article 4 annonce un arrêté ultérieur et l'article 5 permet la nomination d'assistants sociaux en fonctions au Ministère de la Justice à des emplois d'assistant de probation par voie de changement de grade.

Il ne convient pas, comme le fait l'article 1er, de décider que les assistants de probation "sont soumis au statut des agents de l'Etat". Le législateur a chargé le Roi de déterminer le statut des agents de probation. Certes, le Roi peut pour la détermination de ce statut se référer au statut des agents de l'Etat, mais, en pareil cas, il décide que ce statut leur sera appliqué et non qu'ils y sont soumis. Le texte devrait donc être modifié sur ce point.

.../...

Le législateur peut, lors de la création de fonctions nouvelles, se borner à décider que le statut des agents de l'Etat sera applicable aux titulaires de ces fonctions, laissant ainsi au Roi le soin d'édicter les dérogations à la réglementation générale que rendrait nécessaires le caractère particulier de ces fonctions.

En l'espèce, le législateur n'a pas jugé devoir se référer au statut des agents de l'Etat. Il a estimé que, eu égard au caractère particulier de la mission qu'il confiait aux assistants de probation, il était préférable de laisser au pouvoir exécutif toute latitude pour la détermination du statut de ces agents. Le statut des agents de l'Etat ne peut, en effet, être appliqué aux assistants de probation sans aménagement. Le Gouvernement s'en est, du reste, rendu compte puisque, après s'être référé dans l'article 1er du projet au statut des agents de l'Etat, il y déroge dans les articles 3 et 5 et annonce une autre dérogation dans l'article 4. Ces adaptations paraissent toutefois insuffisantes pour assurer aux intéressés un statut correspondant à leur fonction. Ces insuffisances se manifestent notamment dans trois domaines : la hiérarchie, l'avancement et l'action disciplinaire.

Les supérieurs hiérarchiques et spécialement le supérieur hiérarchique immédiat de l'agent ont un rôle important dans l'application du statut. Les assistants de probation étant des agents du niveau 2, le licenciement en cours de stage se fait sur proposition de la Commission départementale des stages après avis du chef de service

.../...

"qui a le stagiaire intéressé sous ses ordres" (article 27bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964). Au cours du stage le chef de service "sous les ordres duquel le stagiaire est placé" fait un rapport sur la conduite de ce stagiaire (article 34); ce stage peut être prolongé sur la proposition du chef de service (article 33) et c'est ce dernier qui, dans un rapport final, propose l'admission du stagiaire en qualité d'agent de l'Etat (article 36). Après la nomination c'est le supérieur hiérarchique compétent qui propose le signalement qu'il estime devoir être attribué à l'agent (article 59). C'est le Ministre qui détermine le supérieur hiérarchique compétent (article 3, § 4, de l'arrêté royal du 7 août 1939, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964). Ce signalement est très important puisqu'un meilleur signalement assure automatiquement la promotion de celui qui en bénéficie (articles 32, 33 et 34 de l'arrêté royal du 7 août 1939).

Suivant l'article 1er du projet, les assistants de probation relèvent des services extérieurs de la direction générale des établissements pénitentiaires du Ministère de la Justice. C'est donc au sein de cette direction générale que se trouveront les supérieurs hiérarchiques chargés de faire rapport chaque mois sur leur stage, de proposer la prolongation du stage ou leur licenciement, et d'établir leur signalement. Or, ces fonctionnaires n'auront aucun élément d'appréciation à cet égard. En effet, le législateur, en créant la fonction d'assistant de probation, a mis ces fonctionnaires à la disposition du ministère public, des juges

.../...

d'instruction et des juridictions de jugement. Ces autorités judiciaires peuvent charger les assistants de probation d'enquêtes sociales sur les inculpés (loi du 29 juin 1964, article 2) . Le législateur les a également mis à la disposition des commissions de probation, auxquelles ils sont tenus de faire rapport sur l'exécution des conditions de probation (même loi, article 11). Seules ces autorités et ces commissions peuvent apprécier la valeur de l'agent. Certes l'article 10 prévoit qu'elles adresseront au Ministre des rapports sur la manière de servir des intéressés. Mais c'est un fonctionnaire qui traduira ces rapports en appréciations dans le bulletin de signalement suivant son optique personnelle.

On objectera que les assistants de probation auront pour supérieurs hiérarchiques les assistants de probation de première classe qui, comme eux, seront en rapport avec les autorités judiciaires et les commissions de probation et pourront par conséquence émettre une appréciation quant à leur activité. Il semble résulter toutefois de l'article 4 du projet que le Gouvernement n'a pas l'intention de nommer actuellement des assistants de probation de première classe. Au surplus, pour ses enquêtes et ses rapports, l'assistant de probation doit, au voeu du législateur, se conformer aux instructions qui lui sont données par les autorités à la disposition desquelles le législateur l'a mis, même si elles s'écartent des conceptions de son supérieur hiérarchique administratif.

.../...

Pour ces raisons les règles prévues par le statut pour le contrôle du stage et le signalement ne peuvent être appliquées aux assistants de probation sans une adaptation qui tiendrait compte de la façon dont s'exerce leur activité. Le Gouvernement ayant le choix entre plusieurs systèmes, le Conseil d'Etat ne peut suggérer une solution et proposer un texte.

Un autre problème est celui de l'avancement. Il est manifeste que le législateur a voulu confier la fonction d'assistant de probation à des agents spécialisés dans ce domaine.

Cette conception semble bien être également celle du Gouvernement, puisque dans l'article 3 du projet il fixe les conditions spéciales de recrutement et que, dans l'article 4, il prévoit que l'assistant de probation pourra être nommé assistant de probation de première classe à des conditions qui seront déterminées par arrêté royal. Il est vraisemblable que l'intention du Gouvernement est de réserver les fonctions d'assistant de première classe aux assistants de probation qui ont fait preuve de leurs aptitudes durant un certain nombre d'années. Toutefois, le texte n'exprime pas cette intention. En l'absence d'une disposition qui les écarterait, d'autres agents du niveau 2, d'un rang inférieur au rang 23, pourront, sans qualification spéciale, accéder au grade d'assistant de probation de première classe qui est classé au rang 23.

Le texte devrait être complété sur ce point et indiquer en même temps les conditions auxquelles les assistants de probation pourront accéder au grade d'assistant de probation de première classe.

.../...

L'action disciplinaire, elle aussi, pour les raisons exposées à propos de la hiérarchie, ne pourra pas toujours s'exercer adéquatement dans le cadre du statut.

On peut notamment se demander si, eu égard à leur composition, les chambres de recours constituent une garantie suffisante pour un agent dont l'activité se situe en marge de l'activité habituelle de l'administration.

Sur ce point également le statut devrait être adapté.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L'intitulé serait plus précis s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal réglant le statut et les fonctions des assistants de probation".

Préambule.

Le considérant, qui est superflu et n'est pas tout à fait exact, devrait être omis.

Article 1er.

L'indication relative à la direction générale dont les intéressés relèvent est relative à l'organisation de la fonction et non au statut des agents. Elle devrait donc figurer au Chapitre II, le Chapitre Ier traitant du statut.

Il serait plus rationnel à l'article 1er de parler uniquement des assistants de probation et de mentionner dans un article ultérieur le grade d'assistant

.../...

de probation de première classe en indiquant les conditions requises pour y accéder.

Il résulte des explications du fonctionnaire délégué que l'assistant principal ne sera pas un assistant de probation au sens de la loi, mais qu'il aura pour mission de surveiller les assistants de probation et les assistants sociaux sur le plan administratif. Dès lors, la mention de l'assistant principal devrait être omise dans le projet et la mission que l'article 8 lui confie, devrait figurer dans l'arrêté qui crée cette fonction.

L'article 1er serait, dès lors, rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le statut des agents de l'Etat est applicable aux assistants de probation sous réserve des dérogations prévues dans le présent arrêté".

Article 2.

L'assimilation prévue à cet article tel qu'il est rédigé, a uniquement pour effet de déterminer le rang hiérarchique des assistants de probation et des assistants de probation de première classe.

Si l'intention du Gouvernement est de rendre applicables à ces agents des dispositions relatives aux assistants sociaux, le texte devrait être précisé.

Article 3.

Aux termes de l'article 3, les candidats aux fonctions d'assistant de probation doivent être titulaires d'un des diplômes ou certificats suivants :

- assistant social,
- assistant en psychologie,
- infirmier gradué social,
- conseiller social A.1,
- régent ayant acquis le certificat d'aptitude aux fonctions d'assistant d'orientation professionnelle,
- diplôme universitaire de licence ou doctorat.

.../...

Assistant social.

Le diplôme d'"assistant social" n'est pas délivré en Belgique. La loi du 12 juin 1945 réserve le titre d'" assistant social" aux porteurs du diplôme"d'auxiliaire social". L'arrêté royal du 28 février 1952 règle la délivrance du seul diplôme d'"auxiliaire social". Il est vrai que le porteur du diplôme d'"assistant social" obtenu à l'étranger peut être autorisé, par le Roi, à porter le titre d'"assistant social". Il s'agit là d'une situation tout à fait exceptionnelle.

Il existait en outre un diplôme de conseiller social que l'arrêté royal du 28 février 1952 a remplacé par le diplôme d'auxiliaire social. Le diplôme de conseiller social a toutefois pu continuer à être délivré par mesure transitoire pour les études terminées avant le 1er janvier 1955.

Le texte devrait, dès lors, être revu sur ce point.

Assistant en orientation professionnelle.

Le certificat d'aptitude aux fonctions d'assistant d'orientation professionnelle n'est délivré que depuis le 17 octobre 1962, date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 13 août 1962, qui a remplacé le titre de "conseiller d'orientation professionnelle" par "assistant d'orientation professionnelle".

.../...

Il s'ensuit que le projet doit non seulement viser les "assistants" mais également les "conseillers".

Le projet ne se borne pas à exiger le certificat d'aptitude aux fonctions d'assistant d'orientation professionnelle. Parmi les porteurs de ce certificat il n'admet que les régents.

Le régent est un professeur de l'enseignement secondaire du degré inférieur dans les athénées ou les écoles moyennes de l'Etat.

Le mot "régent" est ainsi devenu impropre pour désigner le porteur d'un diplôme de fin d'études normales moyennes. Ce diplôme est actuellement celui d'agrégé de l'enseignement secondaire du degré inférieur. Le texte devrait donc être rédigé comme suit :

"diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire du degré inférieur et certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller ou d'assistant d'orientation professionnelle".

Diplôme universitaire.

Le diplôme universitaire de licence ne donne aucune garantie quant au niveau des études. Comme les universités libres sont en droit d'accorder le titre de licence aux diplômes qu'elles délivrent, il y aurait lieu de prescrire des conditions de durée des études, comme le prévoit le statut des agents de l'Etat.

.../...

Le mot "universitaire" prête aussi à confusion. S'agit-il uniquement des universités ou bien des universités et des établissements assimilés aux universités ?

La formule suivante est, dès lors, proposée :

"diplômes d'un grade légal ou scientifique délivrés par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, ou par les établissements assimilés aux universités par la loi, si les études comportent au moins quatre années".

Article 7.

La première phrase de cet article paraît superflue, elle ne fait que rappeler les obligations qui résultent de la loi. En tout état de cause, les mots "le président de", qui figurent deux fois dans cet article, devraient être omis. En effet, c'est à la commission et non à son président qu'il appartient de donner des directives aux assistants de probation. Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Les assistants de probation exercent les missions qui leur sont confiées en vertu des articles 2 et 11 de la loi du 29 juin 1964, conformément aux directives qu'ils reçoivent, selon le cas, des autorités judiciaires ou de la commission de probation".

.../...

Article 8.

Pour les raisons exposées dans l'observation figurant sous l'article 1er, cet article devrait être omis.

Article 9.

La première phrase de l'article est inutile et, au surplus, partiellement incorrecte car le ministère public n'agit pas par voie d'ordonnance. Cette phrase devrait être omise.

La deuxième phrase devrait être rédigée comme suit :

"Les assistants de probation dépendent administrativement des services extérieurs de l'Administration des établissements pénitentiaires".

Article 10.

On ne conçoit pas qu'un tribunal adresse un rapport au Ministre de la Justice; il conviendrait donc d'écrire le début de l'article comme suit :

"Article 10.-

Le procureur général ainsi que la commission de probation adressent ... ".

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 9, eerste lid, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie : "De verdachten en de veroordeelden aan wie een probatiemaatregel is opgelegd krachtens de artikelen 3 en 8 worden geleid door probatieassistenten wier ambt en status door de Koning worden bepaald".

De eerste vijf artikelen van het ontwerp handelen over de status van de probatieassistenten. Volgens artikel 1 zijn zij "onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel". Artikel 2 stelt hen gelijk met de maatschappelijke assistenten van het Bestuur der strafinrichtingen. Artikel 3 bepaalt de eisen voor deelneming aan het wervingsexamen. Artikel 4 kondigt een later besluit aan. Krachtens artikel 5 kunnen maatschappelijke assistenten die bij het Ministerie van Justitie in dienst zijn, bij wege van verandering van graad tot probatieassistent worden benoemd.

Het gaat niet aan te beslissen, zoals artikel 1 van het ontwerp doet, dat de probatieassistenten "aan het statuut van het Rijkspersoneel onderworpen" zijn. De wetgever heeft de Koning belast met het vaststellen van hun status. Bij die vaststelling kan de Koning zich houden aan het statuut van het Rijkspersoneel, maar in dat geval besluit hij dat het op hen zal worden toegepast, niet dat zij eraan onderworpen zijn. De tekst zou in dat opzicht moeten worden gewijzigd.

Wanneer nieuwe ambten worden ingesteld, kan de wetgever zich ertoe beperken te beslissen, dat het statuut van het Rijkspersoneel op de titularissen ervan toepassing

.../...

zal vinden, waarbij hij het dus aan de Koning overlaat de afwijkingen van de algemene reglementering vast te stellen, welke de bijzondere aard van die ambten onmisbaar mocht maken.

In het onderhavige geval heeft de wetgever niet gemeend naar het statuut van het Rijkspersoneel te moeten verwijzen. Wegens het bijzonder karakter van de opdracht welke hij aan de probatieassistenten verleende, achtte hij het verkieslijk de uitvoerende macht alle vrijheid te laten voor het vaststellen van hun status. Het statuut van het Rijkspersoneel kan immers niet ongewijzigd op de probatieassistenten worden toegepast. De Regering is zich daarvan overigens bewust, want, na eerst in artikel 1 van het ontwerp naar dat statuut te hebben verwezen, wijkt zij er van af in de artikelen 3 en 5 en kondigt zij nog een andere afwijking aan in artikel 4. Die aanpassingen komen niettemin als onvoldoende voor opdat de betrokkenen een status krijgen die aan hun ambt beantwoordt. Dat blijkt vooral op drie gebieden : de hiërarchie, de bevordering en de tuchtvordering.

De hiërarchische meerderen, met name de onmiddellijke hiërarchische meerdere, van de ambtenaar hebben een belangrijke rol te vervullen in de toepassing van het statuut. De probatieassistenten zijn ambtenaren van niveau 2, zodat zij gedurende de stage kunnen worden afgedankt op de voordracht van de departementale stagecommissie na advies van de dienstchef "onder wiens gezag de betrokken stagiair staat" (artikel 27bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964). Gedurende de stage maakt de dienstchef

.../...

"onder wiens gezag de stagiair staat" een rapport op over het gedrag van die stagiair (artikel 34); die stage kan worden verlengd op voorstel van de dienstchef (artikel 33) en ten slotte stelt de dienstchef in een eindrapport voor, de stagiair tot Rijksambtenaar aan te stellen (artikel 36). Na de benoeming stelt de bevoegde hiërarchische meerdere de beoordeling voor, die hij meent aan de ambtenaar te moeten toekennen (artikel 59). De Minister bepaalt wie de bevoegde hiërarchische meerdere is (artikel 3, § 4, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964). Die beoordeling is zeer belangrijk, want een betere beoordeling brengt automatisch bevordering van de betrokkene mede (artikelen 32, 33 en 34 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939).

Volgens artikel 1 van het ontwerp behoren de probatieassistenten tot de buitendiensten van de algemene directie der strafinrichtingen van het Ministerie van Justitie. Tot die algemene directie zullen dus ook de hiërarchische meerderen behoren, die elke maand over hun stage rapport moeten uitbrengen, de verlenging van de stage of hun afdanking moeten voorstellen en hun beoordeling moeten toekennen. Die ambtenaren zullen daarvoor echter over geen beoordelingsgegevens beschikken. De wetgever heeft de probatieassistenten, toen hij hun ambt instelde, immers ter beschikking gesteld van het openbaar ministerie, van de onderzoeksrechters en van de vonnisgerechten. Die gerechtelijke overheden kunnen de probatieassistenten belasten met maatschappelijke enquêtes over de verdachten (wet van 29 juni 1964, artikel 2). De wetgever heeft hen ook ter beschikking gesteld van de

.../...

probatiecommissies, waaraan zij rapport moeten uitbrengen over de naleving van de probatievoorwaarden (zelfde wet, artikel 11). Alleen die overheden en commissies kunnen oordelen over de waarde van de ambtenaar. Artikel 10 van het ontwerp bepaalt weliswaar, dat zij aan de Minister verslagen zenden over de wijze van dienen van de betrokkenen, maar het is een ambtenaar die, in de beoordelingsstaat, bedoelde verslagen tot beoordelingen zal verwerken volgens zijn eigen zienswijze.

De hiërarchische meerderen van de probatieassistenten, zal men zeggen, zijn de probatieassistenten eerste klasse die, doordat ze evenals zij in betrekking staan met de gerechtelijke overheid en de probatiecommissies, een oordeel kunnen uitspreken over hun werkzaamheden. Maar blijkens artikel 4 van het ontwerp zou de Regering niet voornemens zijn nu al probatieassistenten eerste klasse te benoemen. Bovendien wenst de wetgever, dat de probatieassistent zich voor zijn enquêtes en rapporten gedraagt naar de onderrichtingen die hem worden gegeven door de overheden tot wier beschikking de wetgever hem heeft gesteld, zelfs als die afwijken van de opvattingen van zijn administratieve hiërarchische meerdere.

Daarom kunnen de statuutregelen in verband met het toezicht op de stage en de beoordeling niet op de probatieassistenten worden toegepast zonder een aanpassing die rekening houdt met de wijze waarop zij hun werkzaamheid uitoefenen. De Regering heeft de keuze tussen verschillende regelingen; de Raad van State kan dan ook geen oplossing en geen tekst in overweging geven.

.../...

Een ander probleem is de bevordering. Het is duidelijk dat de wetgever het ambt van probatieassistent heeft willen opdragen aan ter zake gespecialiseerde ambtenaren.

Zo schijnt ook de Regering het te verstaan, want in artikel 3 van het ontwerp stelt zij bijzondere eisen voor de aanwerving en in artikel 4 bepaalt zij dat de probatieassistent tot probatieassistent eerste klasse kan worden benoemd als hij aan bij koninklijk besluit te bepalen voorwaarden voldoet. Vermoedelijk bedoelt de Regering, dat alleen probatieassistenten die gedurende een aantal jaren blijk hebben gegeven van hun geschiktheid, tot probatieassistent eerste klasse worden benoemd. Dat komt echter niet tot uiting in de tekst. Als geen bepaling hen uitsluit, zullen andere ambtenaren van niveau 2, met een rang beneden 23, zonder speciale beroepsgeschiktheid toegang hebben tot de graad van probatieassistent eerste klasse, die er een van rang 23 is.

De tekst zou op dat punt moeten worden aangevuld en ook moeten bepalen onder welke voorwaarden probatieassistenten de graad van probatieassistenten eerste klasse kunnen krijgen.

Om dezelfde redenen als in verband met de hiërarchie zijn opgegeven, zal ook de tuchtvordering niet altijd naar behoren in het kader van het statuut kunnen worden uitgeoefend.

Men kan zich onder meer afvragen of de raden van beroep wel zo zijn samengesteld dat ze een voldoende waarborg bieden voor een ambtenaar wiens werkzaamheid niet geheel van dezelfde orde is als de gewone werkzaamheid van de administratie.

.../...

Ook op dat punt zou het statuut moeten worden aangepast.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift kan duidelijker als volgt worden gesteld :

"Koninklijk besluit tot regeling van de status en het ambt van de probatieassistenten".

Aanhef.

De considerans, die overigens niet volkomen juist is, dient als overbodig te vervallen.

Artikel 1.

De algemene directie waartoe de betrokkenen behoren, is iets wat met de organisatie van het ambt te maken heeft, niet met de status van het personeel. Het hoort dus thuis onder hoofdstuk II, niet onder hoofdstuk I dat over de status handelt.

Het ware rationeler in artikel 1 alleen te spreken van de probatieassistenten en verderop in het ontwerp de graad probatieassistent eerste klasse te vermelden met opgaaf van de voorwaarden om naar die graad over te gaan.

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, zal de eerste probatieassistent geen probatieassistent in de zin van de wet zijn maar zal hij tot opdracht hebben op administratief gebied toezicht uit te oefenen op de probatieassistenten en op de maatschappelijke assistenten. De eerste assistent hoeft dus in het ontwerp niet te worden vernoemd; de taak welke artikel 8 hem opdraagt, zou moeten worden geregeld in een besluit waarbij dat ambt wordt ingesteld.

Artikel 1 zou dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

Het statuut van het Rijkspersoneel is op de probatieassistenten van toepassing, behoudens de in dit besluit bepaalde afwijkingen".

Artikel 2.

De gelijkstelling bedoeld in dit artikel, zoals het in het ontwerp is geredigeerd, heeft alleen tot doel de hiërarchische rang van de probatieassistenten en van de probatieassistenten eerste klasse te bepalen.

Wil de Regering op die ambtenaren bepalingen toepasselijk verklaren die voor de maatschappelijke assistenten gelden, dan moet de tekst dat met zoveel woorden zeggen.

Artikel 3.

Luidens artikel 3 moeten gegadigden voor het ambt van probatieassistent houder zijn van een der volgende diploma's of getuigschriften :

"- maatschappelijk assistent,
- psychologisch assistent,
- verpleger, gegradueerd in de sociale wetenschappen,
- sociaal adviseur A1,
- regent met een akte van bekwaamheid assistent in de beroepskeuzevoorlichting,
- academisch licentiaats- of doctorsdiploma".

.../...

"Assistant social".

Krachtens de wet van 12 juni 1945 mag de titel van "assistant social" alleen worden gevoerd door houders van het diploma van "auxiliaire social". Het koninklijk besluit van 28 februari 1952 regelt alleen de afgifte van het diploma van "auxiliaire social". Wie het diploma van "assistant social" in het buitenland heeft behaald, kan door de Koning weliswaar worden gemachtigd tot het voeren van de titel van "assistant social". Het betreft hier een geheel uitzonderlijke toestand.

Er was ook nog het diploma van maatschappelijk adviseur, hetwelk het koninklijk besluit van 28 februari 1952 heeft vervangen door het diploma van "maatschappelijk assistent". Het diploma van "maatschappelijk adviseur" mocht evenwel bij overgangsmaatregel voort worden afgegeven voor de studiën die eindigden vóór 1 januari 1955.

De tekst zou derhalve wat dat betreft, moeten worden gewijzigd.

"Assistent in de beroepskeuzevoorlichting".

Het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van assistent inzake beroepskeuze wordt pas afgegeven sedert 17 oktober 1962, op welke datum het koninklijk besluit van 13 augustus 1962, dat de titel van "adviseur inzake beroepskeuze" heeft vervangen door "assistent inzake beroepskeuze", in werking is getreden.

.../...

Hieruit volgt dat het ontwerp niet alleen de "assistenten" maar ook de "adviseurs" moet vermelden.

Het ontwerp beperkt zich niet tot het eisen van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van assistent inzake beroepskeuze, maar onder de houders van dat getuigschrift neemt het alleen de regenten in aanmerking.

De regent is een leraar uit het lager secundair onderwijs in athenea of Rijksmiddelbare scholen.

Het woord "regent" is dus niet meer dienstig voor het aanwijzen van de houder van een einddiploma van middelbaar normaalonderwijs. Dit diploma is thans dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs. De tekst zou dus als volgt moeten worden gelezen:

"diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs en getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van adviseur of assistent inzake beroepskeuze".

"Academisch diploma".

Het "academisch" licentiaatsdiploma biedt geen waarborgen wat het studiepeil betreft. De vrije universiteiten kunnen de licenciaatstitel verbinden aan de diploma's welke zij afgeven, zodat eisen inzake de duur van de studies zouden moeten worden gesteld, zoals in het statuut van het Rijkspersoneel.

.../...

Ook het woord "academisch" kan verwarring stichten. Betreft het hier alleen universiteiten ofwel universiteiten en met universiteiten gelijkgestelde inrichtingen?

De volgende formule wordt voorgesteld :

"diploma's van een wettelijke of wetenschappelijke graad, afgegeven door de Belgische universiteiten , met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, of door inrichtingen die door de wet met universiteiten zijn gelijkgesteld, als de studiën over ten minste vier jaar lopen".

Artikel 7.

De eerste volzin van dit artikel lijkt overbodig, want is slechts een herhaling van de verplichtingen die uit de wet volgen. In ieder geval zouden de woorden "de voorzitter van" , die tweemaal in dit artikel voorkomen, moeten vervallen. Het is immers zaak van de commissie en niet van haar voorzitter, aan de probatieassistenten richtlijnen te verstrekken. Voorgesteld wordt, het artikel als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

De probatieasssistenten voeren de hun krachtens de artikelen 2 en 11 van de wet van 29 juni 1964 toevertrouwde opdrachten uit overeenkomstig de richtlijnen die zij, naar gelang van het geval, van de gerechtelijke overheid of van de probatiecommissie ontvangen".

.../...

Artikel 8.

Om de redenen die zijn opgegeven in de opmerking bij artikel 1, zou dit artikel moeten vervallen.

Artikel 9.

De eerste volzin van het artikel is overbodig en bovendien gedeeltelijk onjuist, want het openbaar ministerie handelt niet bij wege van "voorschrift". Die volzin zou moeten vervallen.

De tweede volzin zou als volgt moeten worden gelezen :

"Administratief hangen de probatieassistenten af van de buitendiensten van het Bestuur der strafinrichtingen".

Artikel 10.

Een rechtbank zendt geen verslag aan de Minister van Justitie. Men beginne het artikel dus als volgt :

"Artikel 10.-

De procureur-generaal en de probatiecommissie zenden...".

ADV. L. 9092/1.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.